

**ENSEMBLE CONTRE LE CORONAVIRUS
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**



MINUSCA EN ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #75 | DU 01 AU 31 MARS 2020



**COMBAT CONTRE LE COVID-19 EN RCA
FREINER A TOUT PRIX
LA PROGRESSION DU
VIRUS**



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La Radio Guira 93.3 FM, Les ondes de la paix



Guira FM diffuse quotidiennement des informations
et des émissions sur divers sujets d'actualité
en Français et en Sango.



SOMMAIRE

- 4 - **FREINER A TOUT PRIX LA PROGRESSION DU COVID-19 EN RCA**
- 6 - **LE GOUVERNEMENT SE REJOINT DE LA BONNE COLLABORATION AVEC LA MINUSCA ET L'OMS**
- 8 - **UN DISPOSITIF DE CONTROLE DES PASSAGERS A L'AEROPORT DE BANGUI**
- 10 - **COOPERER POUR DETECTER ET REFERER PRECOCEMENT LES CAS SUSPECTS AUX AUTORITES**
- 11 - **DES ACTIONS EN SOUTIEN A LA RIPOSTE NATIONALE**
- 12 - **SENSIBILISER SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE**
- 14 - **PRÉPARER LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À UNE BONNE SENSIBILISATION**
- 16 - **LE GENERAL DANIEL SIDIKI TRAORE PREND OFFICIELLEMENT LES RENES DE LA FORCE DE LA MINUSCA**
- 18 - **L'ARMÉE, LA POLICE ET LA FORCE DES NATIONS UNIES EFFECTUENT DES PATROUILLES CONJOINTES A BIRAO**
- 21 - **LES 1000 RECRUES DES FSI FONT ALLEGEANCE AU DRAPEAU NATIONAL**
- 23 - **LES CASQUES BLEUS PORTUGAIS REÇOIVENT DES MEDAILLES DE L'ONU POUR LEUR IMPACT SUR LE MAINTIEN DE LA PAIX**
- 24 - **BANGASSOU FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT FORMES AUX VALEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE**
- 26 - **EQUIPER LES FSI POUR RENFORCER LA SECURITE INTERIEURE**
- 28 - **LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME EDITION 2020 : LES CENTRAFRICAINES RECLAMENT PLUS DE PLACE DANS LE PROCESSUS DE PAIX ET LA GOUVERNANCE**
- 34 - **DES DONS DE LA MINUSCA AUX VICTIMES DES PLUIES DE KOLONGO**



DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

ÉDITEUR
Abou Mouhillou Seidou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Deubalbet Wewaye
Ghislaine Atta
Maria Kabatanya

PHOTOGRAPHIE Herve Serefo,
Leonel Grothe

ILLUSTRATION
Oliveira Brahim

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la communication stratégique et de l'information publique - MINUSCA

MINUSCA en action #75
- DU 01 AU 31 MARS 2020

FREINER A TOUT PRIX LA PROGRESSION DU COVID-19 EN RCA



Le 17 mars 2020, la Centrafrique enregistre son premier cas de Coronavirus (COVID-19). Depuis, d'autres cas ont été détectés, amenant le gouvernement à renforcer davantage les mesures susceptibles de faire barrage à la propagation du virus.

De la surveillance accrue et le dépistage systématique à tous les ports d'entrée en Centrafrique, la mise en auto-isolation des passagers en provenance des pays à risque, la sensibilisation massive à travers tous ses canaux de communication, l'on est passé, avec la découverte du premier

cas, à l'interdiction de rassemblements et de mouvements de masse, l'obligation au Corps diplomatique et toutes les représentations internationales de se conformer aux directives nationales.

Aujourd'hui, tel qu'a annoncé le Chef de l'Etat, 14 nouvelles mesures prennent immédiatement effet, au nombre desquelles la fermeture de l'aéroport pour une durée de 15 jours renouvelable, à



l'exception des vols commerciaux, vols humanitaires, cargos, et aéronefs en difficulté, des escales techniques sans débarquement (...), ainsi que des établissements préscolaires, scolaires et universitaires, des bars dancing, buvettes, etc. A cela s'ajoutent la limitation des cérémonies de deuils et de mariages, sans oublier des restrictions de mouvements de Bangui vers les provinces, etc.

Présente en RCA avec environ 15000 personnels civil, militaire et de police, la MINUSCA a très vite été mobilisée aux côtés du gouvernement et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de communiquer au maximum pour changer des comportements et respecter les mesures. « La MINUSCA a fait énormément de choses. Les alertes concer-

“ La MINUSCA a fait énormément de choses. Les alertes concernant des personnels ont été gérées de façon concertée et la MINUSCA a systématiquement saisi le ministère de la santé. A cela s'ajoute l'appui matériel et technique, notamment dans les dispositifs en place à l'aéroport Bangui-Mpoko pour mieux diagnostiquer les voyageurs. C'est une coopération exemplaire et décisive ».

Docteur Pierre Somsé, Ministre de la santé publique

nant des personnels ont été gérées de façon concertée et la MINUSCA a systématiquement saisi le ministère de la santé. A cela s'ajoute l'appui matériel et technique, notamment dans les dispositifs en place à l'aéroport Bangui-Mpoko pour mieux diagnostiquer les voyageurs. C'est une coopération exemplaire et décisive », comme l'a affirmé le Ministre de la santé publique, le Docteur Pierre Somsé, le 18 mars, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission.

ABOU MOUHILOU SEIDOU/
DEUBALBET WEWAYE

LE GOUVERNEMENT SE REJOINT DE LA BONNE COLLABORATION AVEC LA MINUSCA ET L'OMS



Au cours de la conférence hebdomadaire de la MINUSCA qui a eu lieu le 17 mars 2020, le Ministre de la santé publique, le Docteur

Pierre Somsé a salué la bonne collaboration avec la MINUSCA et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans la lutte contre la propagation du COVID-19 en République centrafricaine (RCA).

« La MINUSCA a fait énormément de choses. Les alertes concernant des personnels ont été gérées de façon concertée et la MINUSCA a systématiquement saisi le ministère. A cela s'ajoute l'appui matériel et technique, notamment dans les dispositifs en place à l'Aéroport Bangui M'poko pour mieux diagnostiquer les voyageurs. C'est une coopération exemplaire et décisive », a affirmé le Ministre de la santé publique.

Le Directeur scientifique de l'Institut Pasteur de Bangui, le Docteur Emmanuel Yandoko, qui était également présent, a afflué dans le même sens. « Depuis le début de l'épidémie, le ministère de la Santé et la MINUSCA coopèrent en transparence. Par ailleurs, c'est avec l'appui de l'OMS que le centre d'isolement des malades du Coronavirus a été établi à l'Hôpital de l'Amitié. Il y a une coopération transparente et une franche collaboration entre le ministère et toutes les représentations diplomatiques dans le pays », a-t-il ajouté.

La Représentante spéciale adjointe, Denise Brown, a mis l'accent sur l'engagement et le soutien de la Mission : « Nous avons mis en application les consignes du Ministère de la santé publique en mettant en place le personnel médical à l'Aéroport Bangui M'poko pour contrôler les troupes et rendre compte au ministre de la santé publique ». En outre, elle a indiqué que tout le personnel des Nations Unies doit respecter scrupuleusement les consignes contenues dans les directives de l'OMS et du ministère de la Santé publique. Elle a également dénoncé la campagne de stigmatisation contre le personnel des Nations Unies, y compris le staff national ainsi que des ONGs selon lesquelles que ce sont les étrangers qui véhiculent le coronavirus dans le pays. « Ce virus n'a pas de nationalité », a dit la Représentante spéciale adjointe.

ABOU MOUHILOU SEIDOU/DEUBALBET
WEWAYE

CORONAVIRUS

UN DISPOSITIF DE CONTROLE DES PASSAGERS A L'AEROPORT DE BANGUI

Il était environ 15H15 minutes quand l'avion de la compagnie Kenya Airways foula le tarmac de l'Aéroport international de Bangui M'poko, le 20 mars 2020. Et le comité d'accueil en cette situation de crise liée à la pandémie du Coronavirus (COVID-19) était bien là pour mettre en œuvre les dispositions gouvernementales. Toutes les mesures sanitaires sont prises pour contrôler les voyageurs qui arrivent. Pas question de s'y déroger.

L'avion à peine stationné, une vingtaine d'agents du Service de la santé publique, appuyés de ceux de la MINUSCA, tous équipés de blouses fluorescentes, de gants et de cache-nez se dépêchent au pied du tobogan afin d'orienter les 49 passagers vers les services de prise en charge. La MINUSCA a dressé une tente à l'écart à cet effet. Les passagers doivent d'abord se conformer à une prise de température par un agent de santé. Puis ce dernier leur sert une solution hydroalcoolique pour se désinfecter les mains avant de les orienter sous la tente où tous les passagers, sans distinction doivent s'y faire enregistrer.

« Dès que l'avion atterrit, il y a premièrement la désinfection de la main que doivent faire les passagers. Tout le monde passe par ici », prévient Catherine Bevare, contrôleuse sanitaire, qui confirme que depuis le



“**Venant d'un pays à risque comme la France, ils m'ont conseillé de m'auto-isoler. Je vais donc être en isolement pendant 14 jours avant de vaquer à mes occupations.**”

Flavien Mbata, Ministre de la justice, Garde des sceaux

déclenchement de la pandémie, tous les passagers, y compris les hautes autorités

communément appelées “VIP” doivent obligatoirement passer par l'unique guichet sanitaire pour se faire contrôler. « C'est la recommandation du Ministère de la santé publique », ajoute-t-elle.

Certains passagers impatientes trouvent cette procédure interminable et montrent même des signes d'agacement. Tandis que d'autres à l'image du Ministre de la justice, Flavien Mbata, en provenance de la France, saluent ces contrôles minutieux et en éprouvent même une certaine fierté et satisfaction.

« En dépit de la modestie des moyens, mon pays a pu mettre en place ce dispositif pour

contrôler tous les passagers qui arrivent à Bangui, dans le pays, cela dans le but de protéger nos populations », déclare le Garde des sceaux qui rassure qu'il suivra à la lettre les consignes à lui données par le Service de la santé. « Venant d'un pays à risque comme la France, ils m'ont conseillé de m'auto-isoler. Je vais donc être en isolement pendant 14 jours avant de vaquer à mes occupations », a confié l'autorité.

Rappelons que la Centrafrique qui a enregistré son premier sujet positif au Coronavirus le 14 mars 2020, a signalé deux autres cas le 19 mars. Selon le Ministre de la santé publique, le Docteur Pierre Somsé, ces patients sont soigneusement pris en charge, ainsi que le sera autre sujet suspect descellé pendant le contrôle précoce à l'aéroport, pour éviter la propagation du virus.

DEUBALBET WEWAYE



COOPERER POUR DETECTER ET REFERER PRECOCEMENT LES CAS SUSPECTS AUX AUTORITES

Signalement de tout cas à la moindre alerte, mise en auto-isolation systématique des membres du personnel rentrés de pays à contamination locale, mesures d'hygiène appropriées..., autant de dispositions prises par la MINUSCA pour prévenir la propagation du COVID-19.

En conférence de presse, récemment, aux côtés du Ministre centrafricain de la santé, le Docteur Pierre Somsé, Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordinatrice humanitaire en RCA, a assuré que « les personnels de la MINUSCA et de toute la famille des Nations Unies suivent les procédures établies contre le COVID-19, afin de protéger la population et se protéger, tout en continuant à travailler en coordination avec les autorités ».



A l'Aéroport de Bangui M'poko, le dispositif est visible et pratique. Des casques bleus constamment sur le tarmac pour appuyer le gouvernement dans la surveillance et vérification des passagers, ce, jusqu'à la suspension complète des vols. L'un après l'autre, les passagers devaient d'abord se conformer à la

vérification de température par un agent de santé, avant de se désinfecter les mains à l'aide d'une solution hydroalcoolique, avant d'être orientés sous la tente dressée par les casques bleus où tous les passagers devaient se faire enregistrer.

« Dès que l'avion atterrit, il y a premièrement la désinfection de la main que doivent faire les passagers. Tout le monde passe par ici », explique Catherine Bevere, contrôleuse sanitaire, qui confirme que depuis l'avènement de la pandémie, tous les passagers, sans exception, doivent passer par l'unique guichet sanitaire pour se faire contrôler. « C'est la recommandation du Ministère de la santé publique », ajoute-t-elle.

ABOU MOUHILOU SEIDOU
DEUBALBET WEWAYE

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le 3 mars, l'équipe d'ISEEK de la MINUSCA a organisé une session d'information en ligne à l'intention de quelques membres du personnel sur le COVID-19. La séance était animée par Dr Esther Tan, Médecin-chef au sein de la Division de la gestion des soins de santé et la sécurité au travail (DHMOH) qui a présenté comment le personnel de la mission peut se préparer pour éviter d'être contaminé par le COVID-19 et a fourni de nombreuses informations concernant la maladie. Elle a ensuite répondu à quelques questions des participants et leur a montré où ils pouvaient trouver toutes les informations utiles sur la réponse de l'ONU contre le COVID-19.

DES ACTIONS EN SOUTIEN A LA RIPOSTE NATIONALE

La Police de la MINUSCA accompagne fortement au processus. Elle a offert deux kits de salubrité à ses homologues du peloton motorisé et de la légion de la Gendarmerie.

Don assorti de conseils sur leur bon usage et sur le lavage des mains, afin qu'ils puissent les partager avec leurs usagers. Elle a également mis à disposition six médecins et une dizaine d'infirmiers qui ont été spécialement déployés à l'Aéroport de Bangui pour appuyer les autorités nationales dans le contrôle sanitaire des passagers à l'arrivée, tout en y renforçant son équipe de colocation pour soutenir les Forces de sécurité intérieure (FSI) affectées au contrôle et à l'orientation des passagers. Par ailleurs, elle a commencé des sensibilisations au profit des FSI et intégré des mesures de prévention lors des activités de renforcement de leurs capacités, notamment dans les écoles de formation, les unités opérationnelles et les états-majors.

La Mission a aussi pris des mesures d'urgence pour éviter que son personnel soit à risque ou constitue éventuellement un facteur de risque pour les populations. L'auto-isolément systématique de 14 jours applicable à tout membre du personnel provenant ou ayant transité par un ou plusieurs pays à transmission locale. Une mesure qui n'exempte nullement le leadership, dont trois membres, dont le Représentant spécial, Mankeur Ndiaye, s'y conforment.

Autres décisions importantes : la suspension provisoire des congés ainsi que le retour en Centrafrique du personnel actuellement en congé ou en mission, l'annulation des vols non-essentiels au sein de la Mission, la suspension des rotations des contingents de sa Force, ainsi que des plans de voyage pour

toutes les nouvelles recrues. Et comme l'a fait valoir le Ministre Pierre Somsé : « L'action que mène la MINUSCA permet de prévenir, de protéger le personnel de la MINUSCA et puis, par la même occasion, contribue à la protection de la

santé publique dans le pays et à la santé internationale. Elle a systématiquement saisi le ministère pour signaler qu'on a un cas suspect et obtenir le prélèvement qu'il faut. Cette coopération est très importante. En plus de ça, il y a cet appui matériel, un appui technique aussi puisque la MINUSCA fait partie de l'équipe de coordination. Elle intervient de façon active dans les dispositifs que nous mettons en place notamment à l'aéroport. Elle a mis en place des tentes, non seulement pour renforcer notre capacité d'accueil, mais aussi pour la prise en charge des contingents qui arrivent ».

ABOU MOUHILOU SEIDOU
DEUBALBET WEWAYE





SENSIBILISER SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE

Tout comme les précautions d'usage, les mesures en cours ont pour but de freiner, voire stopper la propagation du COVID-19 sur l'étendue du territoire et ainsi préserver la santé des Centrafricains. "Au-delà de nos modestes personnes, il s'agit de mieux protéger ceux que nous aimons et ceux que nous sommes venus aider, ici en Centrafrique", a souligné le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, dans une adresse à l'intention de son personnel.

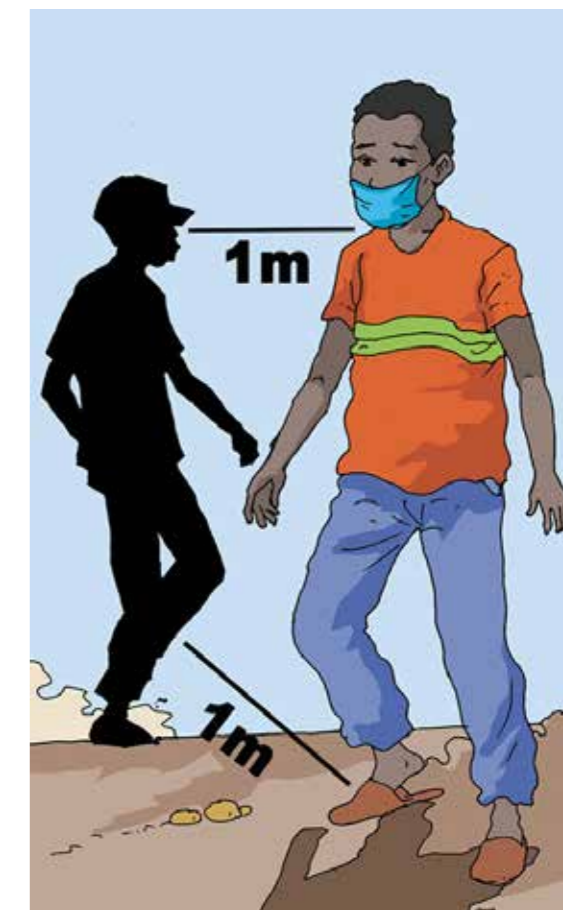
Le cap est désormais sur les actions de sensibilisation au respect des mesures barrières. Consciente des effets néfastes du virus voyageur, la Mission a pris les dispositions similaires pour protéger son personnel, mais aussi les populations des préfectures. La vidéoconférence organisée avec les préfets, le dimanche 22 mars 2020, en collaboration avec le Ministère de la santé et l'OMS, pour les mettre au même niveau d'information afin d'uniformiser la riposte s'inscrit dans ce cadre.

À Kaga-Bandoro, Bangassou et Gambo, les bénéficiaires du programme de Réduction de la violence communautaire (RVC) couplent leurs activités de formation



professionnelle avec les mesures préventives contre le Coronavirus. A Pombolo, dans la Préfecture de Mbomou, chefs de villages, leaders communautaires et religieux ont assisté à la séance d'information sur les gestes barrières. A en croire le Maire de la commune, Ousmane Ndjainga, « C'est la première fois que j'entends parler de Coronavirus. A mon tour, je demanderai désormais à la population de se saluer à distance, au-delà même d'un mètre ».

Venir à bout du virus est aussi à ce prix. La sensibilisation devra donc se poursuivre pour atteindre toutes les couches de la société à l'image des professionnels des médias qui sont outillés les 26 et 27 mars à Bangui afin de pouvoir mieux relayer via différents organes de presse les questions relatives au COVID-19. Fruit de la collaboration entre la Ministère de la santé, l'OMS et la MINUSCA, ces séances de formation permettront de familiariser la population



avec les mesures salvatrices que sont le lavage régulier des mains au savon ou à l'aide de gel hydroalcoolique, le respect de la distance sociale, l'utilisation de mouchoirs à usage unique, sans oublier d'éviter de toucher les yeux, la bouche et le nez. Et on le ne répétera jamais assez : si vous sentez des malaises, restez chez vous et appelez un médecin.

ABOU MOUHILOU SEIDOU/DEUBAL-BET WEWAYE

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre des mesures prises pour prévenir la propagation du COVID-19, la MINUSCA a suspendu le processus de rotation des contingents, selon le Commandant de la Force, le General Sidiki Daniel Traoré, soulignant que ceux qui sont déjà en RCA, exécuteront les tâches habituelles.



PRÉPARER LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À UNE BONNE SENSIBILISATION

Le Ministère de la santé publique et de la population, avec l'appui des Nations Unies, a organisé, les 26 et 27 mars 2020 à Bangui, deux sessions de sensibilisation sur la pandémie à Coronavirus à l'intention des professionnels des médias centrafricains. L'objectif est de renforcer les connaissances et capacités des journalistes centrafricains, auteurs d'articles et de reportages sur le COVID-19, en vue d'un traitement objectif, professionnel et responsable des informations sur la pandémie et qui rassurent et instruisent la population.

Les journalistes ont reçu toutes les informations disponibles sur cette pandémie depuis l'apparition du premier cas, en date du 14 mars 2020, et des mesures prises par le gouvernement pour freiner sa propagation. Ils ont, en outre, pris conscience des effets néfastes de la désinformation, de la stigmatisation et de la discrimination sur les efforts entrepris par le gouvernement et ses partenaires. « Des messages malveillants et hostiles qui résultent de la mauvaise connaissance des faits fondamentaux qui caractérisent cette pandémie pullulent dans les journaux et sur les réseaux sociaux. Les médias doivent se ressaisir pour barrer la

“ Les journalistes ont un devoir fondamental d'adhérer à leur Code d'éthique et de déontologie.”

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA.

route à la progression du Coronavirus sur le sol centrafricain », ont, à l'unanimité, souhaité les conférenciers.

Un constat amer a été dressé par rapport aux journalistes qui ne respectent pas l'éthique et la déontologie de leur métier. « Les journalistes ont un devoir fondamental d'adhérer à leur Code d'éthique et de déontologie », a rappelé Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA. Il fait le triste constat que dans cette période de crise, « certains organes de presse ont eu des écarts dans le traitement de l'information. Ils se contentent seulement de jeter le pavé dans la mare sans toutefois vérifier leurs informations », pour interpeller les professionnels des médias sur les bonnes conduites. « La meilleure façon de donner une information, c'est de la corroborer avec au moins deux sources indépendantes. En période de crise, on a beaucoup plus besoin d'un journaliste bienveillant qui fouille l'information, qui vérifie tout ce qu'il diffuse », a conclu Charles Bambara.

Un Code de bonne conduite sur la couverture médiatique dans le contexte du Coronavirus et des autres crises de santé publique en République centrafricaine a été lu et distribué aux participants. Il sera discuté et paraphé par les journalistes et responsables des médias dans les prochains jours.

GUY KAREMA

LE GENERAL DANIEL SIDIKI TRAORE PREND OFFICIELLEMENT LES RENES DE LA FORCE DE LA MINUSCA



C'est au cours des honneurs militaires, organisé le 6 mars 2020 au Quartier général de la MINUSCA à Bangui, que le Général de corps d'armées, Daniel Sidiki Traoré, a officiellement pris fonction à la tête de la Force de la Mission des Nations Unies. La cérémonie solennelle a vu la présence d'officiers supérieurs, d'hommes de rang et des bataillons d'honneur des différents contingents.

A peine arrivé dans la Mission le 5 mars 2020, le Général Traoré a reçu le soutien total du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA, Mankeur Ndiaye. Ce dernier lui a souhaité plein succès dans l'accomplissement des lourdes tâches qui l'attendent à la tête de plus de 12.000 casques bleus.

Le Général Traoré connaît très bien le contexte centrafricain, car il a été l'adjoint du Général Balla Keita qu'il remplace à ce poste. Ce qui lui a valu d'être nommé à ce poste par le Secrétaire général des Nations Unies,

António Guterres, le 21 janvier 2020. Le nouveau chef de la Force onusienne en RCA est un rôdé des missions de maintien de la paix. Il a servi comme Commandant du Secteur ouest au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de 2014 à 2016. De 2012 à 2014, il a été Commandant de secteur à la Mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD). Le Général Traoré a rejoint l'armée du Burkina Faso en 1977 où il a grimpé les échelons au point d'occuper le poste de Conseiller militaire du Chef d'état-major de la défense du Burkina Faso.

Ancien président de la Fédération burkinabé de boxe, il est titulaire d'une Maîtrise en sociologie et ressources humaines de l'Université de Ouagadougou ainsi que d'une Maîtrise en histoire et archéologie de l'Université de la Sorbonne, à Paris et parle couramment l'Anglais et le Français. ■

GHISLAINE ATTA



À travers une déclaration à la presse, le 27 février 2020, le Conseil de sécurité de l'ONU a fait part de sa préoccupation par rapport à la situation sécuritaire en République centrafricaine. Cette déclaration fait suite à la présentation, par le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, devant le conseil, le 20 février 2020, du Rapport du Secrétaire général sur la situation que traverse le pays. Les membres du Conseil de sécurité se sont félicités des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA), tout en appelant les acteurs politiques et la population à soutenir ledit Accord. « Les membres du Conseil de sécurité ont fermement condamné les violations de l'Accord de paix, ainsi que les violences perpétrées par des groupes armés dans tout le pays ». Aussi, les membres du Conseil n'excluent pas la possibilité d'appliquer des mesures, y compris des sanctions contre les parties en situation de non-respect au titre de l'Article 35 de l'Accord de paix. Les membres du Conseil ont également invité les autorités à continuer de mettre en œuvre le Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR), tout en exhortant les groupes armés signataires à se joindre sans délai à ce processus.

L'ARMÉE, LA POLICE ET LA FORCE DES NATIONS UNIES EFFECTUENT DES PATROUILLES CONJOINTES A BIRAO

Le contingent zambien de la MINUSCA a mené des patrouilles conjointes robustes et agressives, pédestres et motorisées, avec l'armée centrafricaine (FACA) et les Forces de sécurité intérieure (FSI) dans la ville de Birao. En raison de la situation sécuritaire fragile dans la Vakaga, la Force de la MINUSCA, les FACA et le FSI ont travaillé 24 heures sur 24 pour s'assurer que les habitants de Birao aient confiance dans la Mission et le gouvernement.

L'interaction avec les commerçants du marché local et des environs est l'une des activités les plus appréciées des patrouilles. De nombreux commerçants affirment que les affaires se normalisent lentement, et expriment leur bonheur avec l'équipe conjointe, pour leur présence continuée dans la ville de Birao, car leurs efforts combinés lors des récentes attaques du 16 février 2020 qui ont repoussé les éléments armés du FPRC ont inspiré confiance.

Suite à ces opérations conjointes, ils tra-



vailent à l'accueil et à l'orientation des personnes déplacées dans les camps de personnes déplacées, au filtrage aux points d'entrée et de sortie des camps de personnes déplacées pour la saisie des armes à feu ou de toute autre arme. Toutes ces actions visent à protéger et sécuriser les populations pour leur permettre de faire librement et pacifiquement leurs courses quotidiennes.

MARIA KABATANYA



BREVES

■ Selon les chefs religieux présents à Alindao, l'opération "Mo kiri" de la MINUSCA, lancée en février dernier a permis d'améliorer la situation sécuritaire dans la localité. L'évêque de l'église catholique déclare que la ville a retrouvé le calme après les affrontements entre les éléments de l'UPC et les FACA. Galvanisé par cette accalmie, l'évêque a lancé un appel aux groupes armés et leur a demandé de quitter la ville pour faciliter le retour des personnes déplacées. Le Comité islamique a pour sa part exprimé sa satisfaction au sujet des patrouilles conjointes MINUSCA-FACA.

■ Bientôt un marché communautaire à Boungou-1, une localité située à 29 Kms de Bria, sur l'axe Ouada. La première pierre de cette infrastructure communautaire qui rentre dans le cadre des projets à impact rapide de la MINUSCA a été posée, le 6 mars 2020 par le Chef de bureau de la MINUSCA Secteur-Est, dans une ambiance festive. Une fois sa construction terminée, ce marché contribuera à renforcer la paix et la cohésion sociale.

■ Optimiser la collaboration entre la Télévision nationale centrafricaine (TVCA) et la Division de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, tel est l'objectif principal de la rencontre entre les responsables de ces deux entités, Alfred Ngoebengue et Charles Antoine Bambara, le 4 mars, dans les locaux flamboyants neufs de la Télévision nationale. Entre autres sujets abordés, la poursuite du partage des produits de reportages, d'interviews ou de magazines documentaires, surtout celles de l'intérieur de pays. Il s'est aussi agi d'explorer les opportunités de renforcement

des capacités des équipes techniques et du partenariat en équipements.

■ 80 autorités des 1er et 7ème arrondissements se sont réunis, le 5 mars 2020 à Bangui, à l'occasion d'un atelier de sensibilisation sur le dialogue et la cohésion sociale, organisé par la MINUSCA, à travers sa Division de la communication stratégique et de l'information publique.

■ Les représentants des populations locales ont encouragé la Mission à continuer avec la sensibilisation pour la paix et le vivre-ensemble, et plaidé en faveur de projets à impact rapide pour régler les problèmes d'éclairage public, sources de l'insécurité récurrente dans les quartiers.

■ La population de Boungou-1, dans la commune de Bria, sur l'axe-Ouadda, en sait davantage sur le mandat de la MINUSCA. Elle a été sensibilisée à ce sujet, le mardi 17 mars 2020. Un accent particulier a été mis sur la protection des civils et l'appropriation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA par les 272 participants, parmi lesquels 188 femmes. Ces participants ont été invités à rapporter au Comité technique de sécurité (CTS), organe de suivi de l'APPR, tout cas de violation.

■ Lors d'une rencontre d'échanges sur les mesures préventives mises en place par les autorités contre la propagation du Coronavirus (COVID-19), le 11 mars 2020, avec le Ministre de la santé, le Docteur Pierre Somsé, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Denise Brown, a réitéré la disponibilité de la MINUSCA

à collaborer avec les autorités centrafricaines pour lutter contre la pandémie. Bien avant cette rencontre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Mankeur Ndiaye, ainsi que la responsable médicale de la Mission ont, lors d'une réunion générale avec le personnel, le 5 mars 2020, rappelé l'importance d'adopter activement les consignes de prévention mise en œuvre au sein de la MINUSCA, soulignant que seule une réponse collective et solidaire permettrait de juguler ce défi planétaire.

■ Dans la préfecture du Mbomou, autorités locales et la MINUSCA ont organisé, le 24 mars 2020, une campagne de sensibili-

sation contre la propagation de la maladie du COVID-19. La session s'est déroulée dans la sous-préfecture de Gambo. L'objectif recherché est d'encourager la population à observer les mesures préventives d'hygiène contre la propagation de la maladie à COVID-19. Selon le préfet du Mbomou, Pierrette Bénguéré, « il serait souhaitable que nous observions les mesures préventives d'hygiène, à savoir le lavage des mains, éviter les salutations à la main, les accolades et de suspendre des réunions de masse. Chacun est obligé de changer de comportement pour éviter la contamination de la maladie à coronavirus ». ■

LES 1000 RECRUES DES FSI FONT ALLEGEANCE AU DRAPEAU NATIONAL



Servir loyalement et défendre les couleurs nationales : telle est désormais la devise des 1000 dernières recrues des Forces de sécurité intérieure centra-

fricaines, en se présentant au drapeau, le 28 février 2020.

Le regard fixe, le port altier, silencieux, mais les oreilles grandes ouvertes, les 500 gen-



darmes recrutés fin 2019 écoutent attentivement les paroles de leur haut responsable : « Ce drapeau est d'abord le symbole de notre patrie la République centrafricaine : soyez-en fiers. Il est aussi le souvenir de nos anciens tombés au champ d'honneur pour la patrie : soyez-en dignes. Ce drapeau doit, enfin, vous rappeler les exigences du civisme et les impératifs du patriotisme. Prenez l'engagement de servir notre patrie par le sérieux de votre travail dans l'exécution des missions qui vous seront confiées, jusqu'au sacrifice suprême s'il le faut ! », martèle le Colonel Bruno Ouayolo, Directeur de la Gendarmerie nationale.

Même solennité du côté de l'Ecole de Police de Begoua, pour les 500 nouveaux policiers. Encouragés par le Commissaire divisionnaire Bienvenu Zokoué, Directeur de la Police : « Voici votre drapeau, l'emblème sacré, symbole de la République centrafricaine, notre cher et beau pays. Vous êtes appelés désormais à servir et à défendre avec courage, détermination et abnégation jusqu'au sacrifice suprême de vos vies. Bon courage dans vos carrières. »

La présentation au drapeau consacre la fin de la formation commune de base encore appelée formation militaire. Il s'agit de la première étape de la formation des nouvelles recrues au sein des FSI. Elle laisse la place à une phase professionnelle spécifique à chaque corps, comme expliqué par le Directeur de l'Ecole de gendarmerie, le Commandant Stanislas Kossi.

Ces deux cérémonies ont enregistré la présence des plus hautes autorités de la Sécurité intérieure, des représentants de la MINUSCA, des partenaires techniques et financiers, et des familles des recrues à l'honneur.

Pour rappel ils ont été proclamés admis au concours parmi 18.335 candidats (dont 4494 femmes, soit 24,48% de l'effectif total) retenus pour concourir sur les 18.815 dossiers enregistrés sur toute l'étendue du territoire national, à l'issue de la phase d'inscription.

GHISLAINE ATTA



LES CASQUES BLEUS PORTUGAIS REÇOIVENT DES MEDAILLES DE L'ONU POUR LEUR IMPACT SUR LE MAINTIEN DE LA PAIX



L'esprit de partenariat entre le Portugal, la MINUSCA et la République centrafricaine, a brillé lorsque 180 casques bleus de la Force de réaction rapide portugaise ont été honorés pour leur service en République centrafricaine (RCA) au cours d'une cérémonie de remise de médailles des Nations Unies qui s'est tenue à M'poko, à Bangui. Les hymnes de la RCA, des Nations Unies et du Portugal ont retenti au cours de la cérémonie, donnant le ton à une mémorable parade de remise de médailles de félicitations pour le groupe diversifié d'hommes et de femmes qui ont servi la cause du maintien de la paix en RCA, ce en présence du Représentant spécial du secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, de la RSSG adjointe, Denise Brown, du Commandant de la force intérimaire, Eduardo Mendes Ferrao, ainsi que de représentants de l'Union européenne et du gouvernement de la République centrafricaine.

MARIA KABATANYA

BRIA : LES USMS AU MENU D'UNE SESSION DE FORMATION

Le 3 mars 2020 - La Section des affaires civiles de la MINUSCA à Bria a organisé un atelier de formation à l'intention. 30 participants, notamment des autorités locales, des femmes, des négociants en bétail et représentants des jeunes. Au centre des échanges, le rôle et les responsabilités attendus des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS). La session est une suite logique de deux autres ateliers précédents qui ont porté sur la cartographie des acteurs et des points chauds de la transhumance. Des recommandations ont été formulées par les différents acteurs, à l'issue de la rencontre, à savoir : la délimitation des couloirs de transhumance à sécuriser par les USMS qui doivent se conformer aux zones réservées telles que les zones de bétail, les champs et les sites miniers ; l'urgence exprimée au groupe de travail sur la transhumance qui doit mener des campagnes de sensibilisation auprès des communautés d'accueil et des éleveurs.

DEUBALBET WEWAYE

BANGASSOU

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT FORMES AUX VALEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE



Présidé par le Préfet du Mbomou, Pierrette Benguere, en présence du Chef de bureau de la MINUSCA, Rosevel Pierre Louis, l'atelier avait pour thème "La déontologie du service public et la Charte de l'administration en République Centrafricaine". Il vise à créer un climat de confiance entre la population et les fonctionnaires et agents de l'Etat. Un total de 67 agents, dont 10 femmes y ont participé.

sont hypothétiques, du fait que dans certains services nous avons constaté l'abus d'autorité, le clientélisme, la corruption, ce qui crée un climat de méfiance », a rappelé le Préfet du Mbomou. Pour Pierrette Benguere, ces antivaleurs fragilisent la bonne marche de l'administration et ne peuvent être éradiqués que par la bonne volonté du fonctionnaire.

Le Chef de Bureau régional de la MINUSCA a exhorté ces fonctionnaires à plus de

« Les relations entre populations de Bangassou et les services déconcentrés de l'Etat sont hypothétiques, du fait que dans certains services nous avons constaté l'abus d'autorité, le clientélisme, la corruption, ce qui crée un climat de méfiance », a rappelé le Préfet du Mbomou.

« Les relations entre populations de Bangassou et les services déconcentrés de l'Etat

responsabilité dans leurs activités quotidiennes, pour relever les défis qui gangrèment

les services déconcentrés de l'administration, tout en rappelant que la MINUSCA reste disponible pour aider les fonctionnaires à offrir un service de qualité à la population.

Animé par Eloge Koundingba, expert du Ministère de la fonction publique, il a aussi permis aux participants de cerner la déontologie du service public et la charte de l'administration. « Plusieurs fonctionnaires ignorent leurs droits et devoirs. Il est inadmissible d'être absent au travail pour des motifs non avoués et de percevoir son salaire à la fin du mois. Les uns et les autres doivent respecter le règlement de la fonction publique, lequel règlement définit l'heure d'entrer au travail et l'heure de sortie », a-t-il dit.

Cette session a été facilitée par la section Affaires civiles de la MINUSCA dans le cadre de son mandat d'appui à la restauration de l'autorité de l'état. « Nous voulons inciter les fonctionnaires et agents de l'Etat à observer

de gestes simples tels qu'ouvrir les bureaux à 07h30 et les fermer aux heures fixées par le règlement. Ce sont là des gestes simples mais susceptibles d'améliorer progressivement la qualité du service public au sein de la préfecture » a pour sa part indiqué Robert Nangué, Coordonnateur de la section Affaires civiles de la MINUSCA.

« Il nous revient désormais de mettre en application les différents principes et de montrer à la face du monde qu'on est des modèles pour la population et au sein de la fonction publique » a reconnu Joséphine Manzemou, éducatrice à l'école préfectorale, au terme de la formation sanctionnée par plusieurs recommandations, entre autres, la mise en place d'un comité de suivi de l'adhésion des fonctionnaires et agents de l'Etat à la déontologie administrative, afin de s'assurer que dysfonctionnements observés au sein de la fonction publique dans la préfecture sont corrigés progressivement.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Une marque de sympathie et d'affection de l'unité Genre du contingent burundais de la MINUSCA à une mère de triplet à Sibut (Centre) : un lot d'habits pour nouveau-nés, des essuie-mains, du lait et des vivres secs pour les parents. Une assistance saluée par la famille qui voit en ce geste des femmes du contingent burundais une marque d'affection, l'expression d'un véritable amour pour les enfants, et un gros coup de pouce en ces moments difficiles que traverse le couple.

EQUIPER LES FSI POUR RENFORCER LA SECURITE INTERIEURE

Dans le cadre de son mandat d'appui au développement des Forces de sécurité intérieure centrafricaines, la composante Police de la MINUSCA a procédé, les 5 et 6 mars 2020, à des remises d'équipements destinés, pour la première à augmenter les capacités opérationnelles des groupements spéciaux de Gendarmerie et de Police, et pour la seconde à renforcer la sécurité à la principale frontière aérienne centrafricaine.

Au cours d'une cérémonie officielle tenue, le 6 mars 2020 au siège de l'Autorité nationale de l'Aviation civile (ANAC) en présence des autorités, le Commissariat spécial de l'Aéroport de Bangui M'poko a été doté en matériel de détection d'explosifs et de faux documents, d'une valeur globale de près de 35 millions de francs CFA.

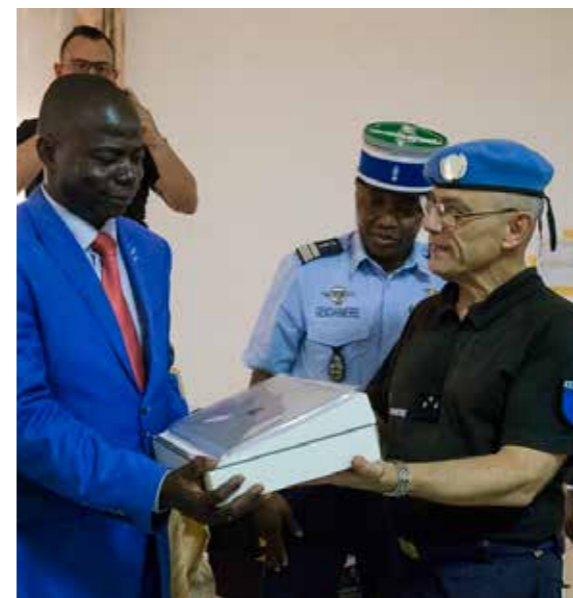
« Ce succès collectif partagé est la résultante des efforts concertés du Gouvernement et de la MINUSCA. Il est vrai que les questions de sécurité et de protection des civils sont au cœur du Mandat de la MINUSCA qui ne ménagera aucun effort pour accompagner le gouvernement dans sa politique de reconstruction de l'Etat centrafricain », a indiqué le Chef de la composante Police de la MINUSCA, le Général Pascal Champion.

La veille, c'était au Groupement spécial d'intervention de la Gendarmerie nationale (GSGIN), de la Compagnie nationale de sécurité (CNS), et aux services de la Police judiciaire centrafricaine, de recevoir de l'équipement en armement non létal, des



outils spécialisés de protection balistique, du matériel spécifique d'interpellation, et des équipements à destination des équipes dites projetables d'intervention et de Police judiciaire, pour un montant global d'environ 161 millions de francs CFA.

« Ces équipements viennent à point nommé, renforcer les capacités des FSI qui, en dépit de leurs maigres moyens font déjà un travail remarquable dans les contrôles des entrées et sorties de notre seul et unique aéroport », s'est, pour sa part, réjoui le Directeur de la Police nationale, le Commissaire divisionnaire Bienvenu Zoukoué.



Il est à noter que les différents équipements sont acquis grâce au budget de fonds programmatiques de la MINUSCA exécuté par la Police des Nations Unies. ■

GHISLAINE ATTA



LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME EDITION 2020 :

LES CENTRAFRICAINES RECLAMENT PLUS DE PLACE DANS LE PROCESSUS DE PAIX ET LA GOUVERNANCE



La journée du 8 mars qui consacre la lutte pour les droits de la femme a été célébrée sous diverses couleurs dans les provinces de la République centrafricaine.

Birao, dans un contexte de crise

Là-bas, la commémoration de cette journée a eu lieu, le 7 mars 2020. Les femmes venant de diverses associations ont participé au défilé, caractérisé par des animations, des discours et des rafraîchissements, en hommage au thème de l'année : "Je suis

l'égalité des générations ; libérer les droits des femmes". La modeste célébration s'est déroulée en présence des autorités administratives et traditionnelles locales, du personnel de la MINUSCA et des organisations non gouvernementales, et du Préfet sortant de la Vakaga, Leonard Mbele, entre autres.

Ce dernier a déclaré lors de son allocution de circonstance que cette manifestation était très importante car elle colorait l'histoire de Birao, vu le contexte actuel. Il a ensuite longuement plaidé pour la scolarisation des filles de la région. Le Chef de Bureau de la MINUSCA, Bessan Vikou s'est aligné dans la même logique, déclarant que les femmes de Birao ont de grandes valeurs dans la société et qu'il faut donc s'assurer qu'elles envoient leurs enfants à l'école car elles sont les futurs cadres de la RCA.

Bossangoa, sous le signe de la réflexion



C'est dans la continuité de la remise de la Maison des femmes à l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) qu'a eu lieu la célébration du 8 Mars 2020. Près de 300 femmes ont pris part au défilé organisé par la Direction régionale des affaires sociales, et appuyée par la MINUSCA. Plusieurs personnalités locales étaient de la partie, à l'image du Maire de la ville, Pierre Dénamguéré qui a déclaré que « les femmes doivent tenir un rôle clef dans les différents processus par lequel le pays doit passer afin d'évoluer ».

La journée fut marquée par le défilé en civil des éléments féminins du 6ème contingent camerounais de la MINUSCA, avec la participation des femmes de l'Association des musulmans déplacés de Kouki à Bossangoa. La danse « Dodo tia Banu » qui est une danse des femmes initiées a entretenu les participants tout le long de la célébration.

Des revendications dans la Nana-Gribizi

Elles étaient plus de 400 femmes à se rassembler au Lycée polyvalent de Kaga-Bandoro pour réclamer leurs droits en chœur, le 8 mars 2020. Dans la foulée, elles ont remis un mémorandum aux autorités locales. Un document dans lequel les femmes de la préfecture de la Nana-Gribizi ont insisté sur la nécessité de les impliquer davantage dans



le processus de paix, ainsi que dans les prises des décisions locales.

“Considérant les différentes formes de violences faites aux femmes et aux filles, la faible représentation des femmes dans la gouvernance locale, nous, femmes de la Nana-Gribizi, recommandons au Gouvernement de lever les barrières relatives à la participation des femmes à la consolidation de la paix et au processus électoral, et aux partenaires de renforcer les capacités des femmes et des jeunes filles sur les plans socio-économiques.”, a notamment déclaré Angélique Gueremale, Présidente de la sec-

tion locale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA). Dans son plaidoyer, elle a insisté sur l'importance pour les femmes d'être au cœur des processus politiques et de prise de décision.

La MINUSCA, à travers la Division des affaires électorales et la Section Genre, a promis d'être aux côtés des femmes pour renforcer leurs capacités et leur permettre de participer pleinement au processus électoral, non seulement comme électrices, mais aussi comme candidates.

DEUBALBET WEWAYE

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Le 8 mars est célébrée la Journée internationale des femmes à travers le monde. Le thème international de cette année : “Je suis de la Génération Égalité : pour les droits des femmes et un futur égalitaire”.
- 132 femmes ont été enregistrés pour la 2^e phase du Programme de réduction des violences communautaires (CVR) dans le Mbomou, sur fond de formations à l'exécution des projets communautaires et de distributions de kits. Résultats : plus de 1500 armes rendues par les ex-combattants et groupes armés.

JIF 2020

LES FEMMES DE LA MINUSCA FONT LE BILAN DE LA POLITIQUE DE PARITE DANS LA MISSION

Animations diverses certes, mais aussi et surtout réflexion autour de la problématique du genre. Le personnel féminin national et international de la MINUSCA s'est réuni, ce lundi 9 mars 2020, à la base logistique de la Mission, en vue de commémoration décalée de la Journée internationale des droits des femmes,



célébrée chaque 8 mars à travers le monde.

« Cette journée est un jour pour rendre compte de ce qui a été réalisé à divers niveaux et de lutter contre ce parti pris autour des questions de genre. Nous avons une stratégie de genre qui a été mise en place par la Mission il y a deux ans. Quelles sont les réalisations en matière de parité hommes-femmes au sein de la MINUSCA ? Quelles sont les lacunes et comment allons-nous progresser ? », a interrogé Gladys Atinga, Cheffe de la section Genre, à l'entame de la cérémonie.

A la MINUSCA, comme expliqué par la Cheffe de la division des ressources humaines, Arthi Gounder, dans une présentation sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie sur la parité Homme/Femme au sein de la Mission, « le ratio global femmes/hommes est passé de 24 % de 2017 à 2018, de 26 % de 2018 à 2019 et de 27 % de juillet 2019 à ce jour. Par conséquent,



la représentation des femmes au sein de la MINUSCA est passée de 24 à 27 % au cours de ces trois années. L'augmentation la plus importante que nous avons enregistrée se situe dans les catégories professionnelles et supérieures : 30 % dans la mission, ce qui est le résultat direct des efforts de la Mission pour augmenter le nombre de femmes aux échelons supérieurs. »

Au cours d'échanges interactifs avec le leadership, les femmes de la MINUSCA ont pu réfléchir à la question de leur développement personnel et professionnel. Des activités socio-culturelles ont ponctué ce moment de célébration au cours duquel, galanterie oblige, 70 hommes de la Mission ont entièrement assuré le service du déjeuner de circonstance. ■



■ Dans le cadre des activités de la Journée internationale des droits des femmes, la MINUSCA, à travers ses Divisions des droits de l'homme et de la Communication stratégique et de l'Information publique, a organisé ce 9 mars 2020 à Bangui, une séance d'échanges à l'intention de 100 filles des classes Premières et Terminales, sur le thème "Les droits des femmes sont les droits des hommes". L'objectif est de susciter leur pleine implication dans la gestion de leurs communautés, au même titre que les hommes avec qui elles partagent les mêmes droits dans la société. Une initiative pertinente, dans un contexte de mise en œuvre de l'Accord de paix où la contribution de plus en plus croissante des femmes est très appréciée.



DES DONNS DE LA MINUSCA AUX VICTIMES DES PLUIES DE KOLONGO

A l'initiative de l'association du personnel national de la MINUSCA, les victimes des pluies diluviennes d'octobre 2019 ont reçu, le samedi 7 mars 2020 sur le site à Kolongo, un lot important de vivres et non-vivres. Des dons collectés auprès de l'ensemble des personnels nationaux et internationaux à Bangui et en provinces, pour soutenir ces populations qui ont pratiquement tout perdu à l'issue des intempéries.

Par ce geste, a expliqué le Président de l'association du personnel national de la Mission, Jaafar Guerezabanga, «Les personnels de la MINUSCA veulent montrer combien ils sont sensibles à ce qui arrive à la population. Nous sommes aujourd'hui à vos côtés, car nous sommes une famille. La MINUSCA est toujours aux côtés des Centrafricains et soutient les efforts du gouvernement » en vue de venir à bout de cette triste situation.

«Cette catastrophe nous a impactés négativement sur le plan socioéconomique. Nos besoins demeureront tant que nous serons sur ce site», a déploré le porte-parole des déplacés, Ngbeya Fleury Garçon, délégué du site Kolongo, plaidant pour des abris plus sûrs.

Au nom du leadership et de tout le personnel de la Mission, Carole Baudoin de la section Réforme du secteur de la sécurité (RSS) a salué la clairvoyance des personnels nationaux et la solidarité de leurs collègues internationaux. «Tout ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts. Ces inondations étaient une alerte, un appel à la prudence. Il convient donc de prendre des mesures pour éviter que vous soyez sinistrés une nouvelle fois», a-t-elle indiqué.

Pour rappel, conformément à son mandat de protection des civils, la MINUSCA avait été, dès les premières heures du sinistre, aux côtés des populations déplacées en leur apportant de l'eau potable via sa Force, entre autres.



LE SAVIEZ-VOUS ?

150 foyers améliorés sont en construction à Boungou-1, dans la commune de Bria. Initié par le bataillon rwandais de la MINUSCA, le projet a été lancé le 6 mars 2020 par le chef de bureau de la MINUSCA Secteur-Est. Ces foyers améliorés permettront aux femmes, selon leurs concepteurs, de réduire notamment, leur consommation en bois de chauffe.



UN REPERTOIRE DES COMPETENCES FEMININES AU SEIN DES FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE POUR PROMOUVOIR LE LEADERSHIP DES CENTRAFRICAINES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de la promotion du personnel féminin des Forces de défense et de sécurité (FDS) de la République centrafricaine (RCA), la Coordination nationale RSS et la MINUSCA ont réalisé du répertoire national du personnel féminin des FDS, à savoir la Police et la Gendarmerie, des Eaux et forêts, des Douanes et droits indirects et de l'Administration pénitentiaire.



La remise officielle aux autorités nationales dudit document a eu lieu ce 11 mars 2020, à l'Alliance Française de Bangui, dans la foulée de la célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme.

Carole Baudoin, Cheffe de la Section de la réforme du secteur de la sécurité de la MINUSCA, a salué le gouvernement de la République centrafricaine qui multiplie les efforts pour faire progresser le leadership des femmes : « La République centrafricaine a été le premier pays africain à avoir une femme Premier ministre et une femme Présidente. Elle a, pendant des années, féminisé son secteur de la sécurité. Le présent document servira d'outil de gestion, d'information, de reconnaissance et de plaidoyer dans un pays qui affiche sa volonté de promouvoir les femmes aux postes clés », a-t-elle affirmé.

Présidant la cérémonie, le Premier ministre, Firmin Ngrebada, a mis l'accent sur le fait que la parité du genre, loin d'être une philosophie, est une réalité et constitue une priorité gouvernementale. « Le 21ème siècle est le siècle de la femme. Les femmes ont progressivement con-

quis des forteresses dont elles étaient autrefois écartées. Le répertoire à moi remis aujourd'hui prouve que les femmes de nos Forces de défense et de sécurité ont les compétences requises », a-t-il dit, avant d'exprimer sa profonde gratitude à la MINUSCA pour son support dans la réalisation du document, ainsi que dans la sécurisation du pays.

Des témoignages sincères de femmes fonctionnaires de l'Armée, de la Police, des Douanes et des Prisons centrafricaines, entre autres, ont partagé leurs expériences professionnelles, en évoquant les défis auxquels elles ont été confrontées dans les sphères à prédominance masculine, tout en encourageant fortement les autres femmes à leur emboîter les pas. Elles ont insisté que les femmes sont tout aussi capables que les hommes et qu'il était primordial qu'elles soient représentées également dans les sphères de prise de décisions.

La MINUSCA a, depuis 2019, apporté un appui technique, humain, financier et matériel au projet dont l'aboutissement permettra de valoriser davantage les compétences féminines au sein des Forces de défense et de sécurité en République Centrafricaine.

MARIA KABATANYA

AIDER LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS A MIEUX COMMUNIQUER SUR LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE



40 membres du Haut conseil de la communication (HCC) et de l'Association des journalistes centrafricains étaient à l'école de la Réforme du secteur de sécurité (RSS), ce 13 mars 2020 à l'Hôtel Ledger à Bangui. L'objectif est de permettre aux professionnels de la communication et de l'information d'en avoir une bonne compréhension, pour mieux communiquer sur ce processus, conformément aux objectifs fixés par la Stratégie nationale de la RSS 2017-2021.

La RSS est fortement soutenue par le gouvernement centrafricain. En témoigne la présence du Conseiller RSS à la Présidence de la République, le Colonel Ismail Koagou. À l'ouverture de ladite séance. Ce dernier a rappelé qu'il était impératif d'organiser cette session d'information à l'endroit des spécialistes des médias car, selon lui, «

le RSS reste un sujet flou voire totalement ignoré par beaucoup de centrafricains et de nombreux cadres de nos institutions, alors qu'elle est essentielle dans la reconstruction d'une nation post-conflit ».

Selon Carole Baudoin, Cheffe de la Section RSS de la MINUSCA, organisatrice de la session, elle a favorisé une meilleure connaissance de la RSS, du rôle des acteurs du secteur, ainsi que le renforcement de la confiance entre les autorités, les populations et les Forces de défense et de sécurité (FDS). « La communication est fondamentale pour expliquer, traduire et promouvoir. Et pour nous, c'est un outil stratégique qui permettrait de fédérer », a-t-elle déclaré.

Rappelons que cette session fait suite à une série de rencontres déjà organisées en 2019, à l'endroit des membres de la Cour constitutionnelle, à la Haute autorité de la gouvernance, des membres du Conseil économique et social, entre autres.

DEUBALBET WEWAYE



■ Lors de sa dernière session, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est déclaré "gravement préoccupé" par la poursuite des attaques contre le personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), dénonçant également une récente campagne médiatique « diffusant des informations fausses et inacceptables sur la Mission et son personnel ainsi que des incitations à la haine ». Une mise au point de l'ONU au Mouvement des patriotes centrafricains pour la paix (MPCP) qui entreprend une série de manifestations pour appeler au départ des agents de la MINUSCA.

■ Lors de la conférence de presse conjointe avec la MINUSCA organisée, le 11 mars 2020, les femmes centrafricaines demandent aux autorités la mise en œuvre de la loi sur la parité, approuvée par l'Assemblée nationale il y a quelques mois. Les responsables du Réseau des femmes leaders pour la transformation de l'Afrique (AWLN) et du Forum national des femmes de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs ont également annoncé la poursuite de leur lutte pour les droits des femmes ainsi que la vulgarisation de l'Accord de paix et la participation effective des femmes aux élections de 2020-2021.



■ Les populations de Ngoubi, village situé au PK18 sur l'axe Bria-Ippy, se sont imprégnées ce lundi, du mandat de la Minusca et de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en RCA (APPR-RCA). De la protection des civils au processus électoral en passant par la justice et le Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), le contenu du mandat de la Minusca est passé au peigne fin. Ce qui a permis aux femmes de Ngoubi de comprendre qu'elles doivent participer à toutes les étapes du processus électoral.

BOSSANGOYA SE MOBILISE POUR LA PAIX



Le Bureau régional de la MINUSCA à Bossangoa (Nord-ouest) a organisé une séance publique de sensibilisation sur la culture de la paix à l'intention de la population de Nangha-Boguila, localité située à 120 km de Bossangoa, le 13 mars 2020.

Cette activité qui a fortement mobilisé les femmes, les jeunes, les autorités locales, s'inscrit dans le cadre de la poursuite des activités de la campagne sur la culture de la paix.

Le sous-préfet a remercié la MINUSCA pour son rôle de facilitation du retour des bergers peulhs dans sa localité, ce qui a facilité les échanges commerciaux entre les deux communautés.

La bonne collaboration de la population avec la MINUSCA a été souhaitée, afin de la rendre plus efficace dans son mandat de protection des civils.

MARIEN REMA-ORO

LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSCA a documenté 7 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et droit international humains ayant affecté au moins 8 victimes en RCA entre le 26 février et le 4 mars 2020. Soit une baisse notée de 63,15% d'incidents et de 76,47% de victimes sur cette période.

PROTEGER LES CIVILS TOUT EN PREVENANT D'AUTRES ATTAQUES

En coordination avec la gendarmerie centrafricaine, dans le cadre des mesures de protection de la population et de prévention de nouveaux affrontements entre éléments armés du FPRC, la MINUSCA a renforcé les patrouilles dans la ville de Ndélé (Centre-nord de la RCA) et ses environs. Lors d'une patrouille menée, le 15 mars, à 10 Kms à l'Est de la ville, sur l'axe Ndélé-Birao, les casques bleus sont tombés dans une embuscade tendue par des hommes lourdement armés qui ont ouvert le feu sur le convoi de la MINUSCA. Conformément aux dispositions contenues dans la résolution 2499, les casques bleus ont riposté, obligeant les assaillants à prendre la fuite dans la brousse. Lors de l'incident, un casque bleu pakistanais a été blessé tandis que deux assaillants sont morts. La MINUSCA a rappelé aux groupes armés actifs dans cette région notamment toutes les factions du FPRC, leurs engagements en tant que signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA) à renoncer au recours aux armes et à la violence et leurs obligations, en vertu du Droit international humanitaire, de s'abstenir de toute attaque contre les civils, les acteurs humanitaires et les Nations Unies et de maintenir paix et sécurité dans les zones où ils sont présents.



DAVANTAGE DE COMMUNICATION POUR RELEVER LES DEFIS DE LA PAIX EN RCA

La Division de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA a passé en revue ses plans d'action et activités lors de sa retraite annuelle tenue les 12 et 13 mars 2020 à Bangui.



Pour les personnels de Bangui, comme ceux des bureaux régionaux, réunis pour la circonstance autour du nouveau Directeur de la division, Charles Antoine Bambara, et avec de nouvelles orientations du leadership de la Mission, il s'est surtout agi de réfléchir sur les voies et moyens pour optimiser la compréhension du Mandat, à la lumière de la Résolution 2499 du Conseil de sécurité, mais aussi des activités de différentes composantes de la MINUSCA à travers la RCA, lesquelles sont hautement dédiées à la protection des civils, à la restauration de l'autorité de l'Etat, à la mise en œuvre de l'Accord de paix, ainsi sans oublier la préparation des échéances électorales de 2020-2021.

Toutes les plateformes de diffusion, des médias sociaux aux magazines "MINUSCA en Action" et "MINUSCA Focus", en passant par la Radio Guira FM et les conférences de presse hebdomadaires, sans oublier les activités de plaidoyer et action publiques, ont été passées au peigne fin avec pour mots d'ordre mieux répondre aux attentes de nos différents publics, innover et davantage de visibilité pour les initiatives locales.

Dans un contexte de propagation de fausses informations, rumeurs et de propos incitant à la haine, l'heure est aussi à plus de sensibilisation sur les dangers qu'ils représentent, mais aussi et surtout à davantage d'initiatives en faveur du vivre-ensemble.

DEUBALBET WEWAYE

DIALOGUER POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION ENTRE COMMUNAUTÉS DE DEMBIA, ZEMIO ET RAFAI

Dembia et Rafai sont deux localités respectivement situées à 220 et 150 Kms de Bangassou dans la préfecture du Mbomou, et à Zemio environ 200 Kms à l'Est de Rafai, dans la préfecture du Haut-Mbomou. Des représentants de ces communautés ont participé, le 17 Mars 2020 à Rafai, dans la préfecture de Mbomou, à un dialogue intercommunautaire, avec pour objectif de favoriser la libre circulation des personnes et des biens sur l'axe Rafai-Dembia-Zemio.



L'insécurité et les affrontements réguliers entre groupes armés sont les caractéristiques principales de cet axe. Elles ont souvent occasionné les déplacements massifs des populations et ravivé les tensions intercommunautaires. Raison pour laquelle la MINUSCA, à travers la Section des affaires civiles, a réuni 26 de leurs représentants, dont 11 de Zemio qui ne s'étaient plus rendus à Dembia et Rafai depuis juin 2017, en raison de l'insécurité. « Nous devons restaurer les rapports jadis harmonieux entre les communautés de Ra-

fai, Dembia et Zemio qui se sont détériorés avec les crises intercommunautaires survenues entre 2010 à 2018 », a dit Selim André, le Maire de Rafai.

Les travaux se sont déroulés en plein air, sous les manguiers, en référence à la mythologie africaine de "l'arbre à palabres", et ont permis d'identifier les obstacles à la libre circulation des biens et des personnes sur l'axe et de proposer des solutions. La session, diffusée en direct à la Radio communautaire Anissa, a fait massivement converger les populations sur le site du dialogue. Pour Pierrette Benguere, Préfet de

Mbomou « Ce dialogue n'était pas un tribunal pour attribuer les torts et juger les coupables, mais un cadre où tous les délégués ont eu un droit à la parole ».

Le coordonnateur de la Section affaires civiles de la MINUSCA à Bangassou, Robert Ngangue, a présenté les différentes étapes du processus ayant conduit à la présente session. « Les délégués ont notamment évoqué les braquages sur l'axe Rafai-Zemio, principalement lors de la traversée des rivières Ouarra et Mbomou, y compris en brousse lors des activités champêtres, de pêche et de chasse. Ils ont aussi insisté sur les incendies, les séquestrations, la crise de confiance, la méfiance intercommunautaire, les provocations, les agressions verbales, la stigmatisation, les fausses rumeurs. Ce dialogue est une occasion importante pour proposer de solutions à tous ces problèmes, afin de tourner la page des conflits pour un processus de réconciliation », a-t-il expliqué.

A l'issue de ce dialogue, les participants ont réaffirmé leur adhésion à l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), et formulé des recommandations à l'attention des parties prenantes, en termes de facilitation du désarmement et la démobilisation des ex-combattants, le déploiement l'autorité de l'Etat, de constitution d'une brigade mixte de patrouilles sur l'axe, etc.

AMURI ALEKA

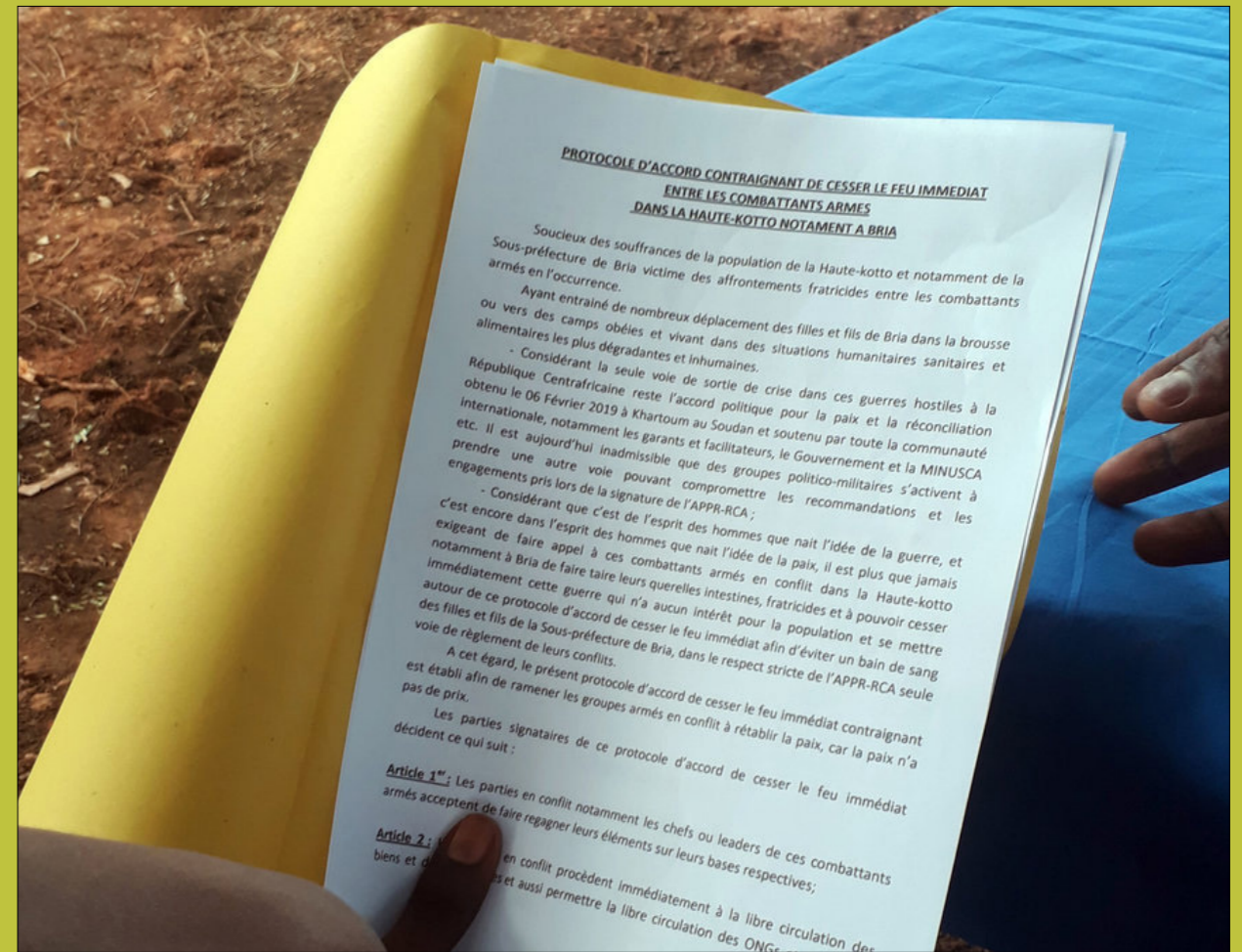


BRIA LES DEUX FACTIONS DU FPRC FUMENT LE CALUMET DE LA PAIX

Bria, ville de l'Est de la République centrafricaine, a abrité un événement majeur, le 18 mars 2020. Les deux factions du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) en conflit ouvert depuis fin janvier 2020, ont fumé le calumet de la paix. Ils ont signé un accord de "cessez-le-feu immédiat", par le biais de leurs figures de proue, Damboucha Hissein et Ali Housta.

Pour la circonstance, tous les chefs de races et de communautés, les leaders religieux, les femmes, les jeunes, les membres du Comité technique de sécurité (CTS) et ceux du Comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), les autorités préfectorales, la MINUSCA et un millier d'habitants venus au quartier Gobolo, pour assister à la signature de cet accord.

Libellé en sept (7) points, cet accord stipule que "les chefs des parties en conflit, acceptent de faire regagner leurs éléments sur leurs bases respectives". L'accord indique également que "les parties en conflit procèdent immédiatement à la libre circulation des personnes et des biens ainsi que les humanitaires afin de faciliter le retour des déplacés à la maison". Aussi, prévoit-il "la création d'une brigade mixte composée



de tous les groupes armés", on rôle étant de coordonner la mise en œuvre dudit accord dans le cadre de la libre circulation des personnes et des biens.

S'agissant du suivi de l'accord, un comité est créé. En cas de sa violation, ce dernier prendra toutes les dispositions nécessaires pour faire appliquer les mesures contraignantes pour amener les parties au respect de leurs engagements. Et pour atteindre ses objectifs, l'accord demande à la communauté nationale, internationale et à la MINUSCA en particulier, de "tout mettre en œuvre pour aider les signataires à le respecter immédiatement".

Le préfet de la Haute Kotto, appréciant cette initiative de Ali Darrassa, a exhorté les signataires à respecter l'accord. « Cet accord n'est utile que si toutes les parties respectent leurs engagements », a martelé Thierry Evariste Binguindji.

Pour le chef du bureau régional de la MINUSCA, Imtiaz Hussain qui dit attendre beaucoup de cet accord pour le retour de

Bria dans le giron de la paix, « Tout ce qui va dans le sens de la paix, est une bonne chose ». Comme lui, les chefs de races, les leaders des femmes et des jeunes, les fonctionnaires de la ville, les guides religieux, ont tous salué "la paix des braves", avant de dire collectivement aux groupes armés « Ça suffit ! Respectez cet accord, car nous voulons vivre en paix à Bria ».

Pour rappel, fin janvier 2020, lesdites factions du FPRC, signataire de l'Accord de paix, s'étaient engagées dans des combats fratricides, forçant de nombreuses familles à se déplacer, d'autres à se réfugier à l'hôpital de la ville. La Force de la MINUSCA avait pris position dans et autour de la ville pour protéger l'hôpital, mais aussi les civils.

Il faut signaler que cet accord est intervenu au terme de cinq jours de discussions facilitées par le coordonnateur militaire de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), Ali Darrassa.

FRANÇOIS GOMBAHI



LE MANDAT DE LA MINUSCA EXPLIQUE AUX NOUVELLES AUTORITES ADMINISTRATIVES

La MINUSCA, à travers sa Division de la communication stratégique et sa Section des affaires civiles, a organisé, le 20 mars 2020 à Bangui, un atelier de formation sur son nouveau Mandat, au profit des nouveaux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux en instance de déploiement, sous l'égide du Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation.

La Résolution 2499 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui renouvelle le Mandat de la MINUSCA a été au centre de la formation. Il recommande à d'« aider à créer les conditions politiques, les conditions de sécurité et les conditions institutionnelles qui permettent de réduire durablement la présence des groupes armés et la menace qu'ils représentent en adoptant une approche globale et une posture proactive et robuste, sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix »

Occasion pour les autorités nouvellement nommées pour administrer les différentes préfectures et sous-préfectures de la République centrafricaine de se familiariser avec ce document important dont ils seront les témoins de la mise en œuvre sur le terrain. Un accent particulier a été mis sur le rôle des autorités nationales dans la mise en œuvre du Mandat tel que prescrit par la Résolution 2499 qui stipule : qu'« Il incombe au premier chef aux autorités de la République centrafricaine de protéger toutes les populations ».

Le Directeur de cabinet du Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation, David Gbeti, a saisi l'occasion pour exprimer la reconnaissance de son département vis-à-vis de « l'appui multiforme de la MINUSCA pour l'atteinte des objectifs nationaux ». Il a invité les nouvelles autorités à travailler pour la reconstruction de la Centrafrique et à soutenir la MINUSCA dans la mise en œuvre de son Mandat.

Les nouvelles autorités ont également été conviées par les organisateurs à jouer pleinement leur rôle dans la protection des civils et la restauration de l'autorité de l'Etat dans toutes ses dimensions.

ABOU MOUHILOU SEÏDOU

LA MINUSCA REND HOMMAGE A SON FONCTIONNAIRE TUE A NDELE



A son quartier général de Bangui, la MINUSCA a rendu, ce mercredi 11 mars 2020, un hommage solennel et empreint d'émotions à son agent, Thibaut Le Sauveur Gbakate Dengou, assassiné le 7 mars 2020 à Ndélé, dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Centre-nord).

Agé de 41 ans, cet assistant de sécurité au bureau régional de la MINUSCA à Ndélé a rejoint la Mission le 5 avril 2017. Il a été reconnu par ses pairs comme un homme aux multiples qualités professionnelles et extraprofessionnelles. Des dons qu'aucun d'entre ses collègues, sa famille et ses amis n'avait fini d'apprécier, selon l'oraison funèbre qui a évoqué «un vaillant soldat mort au combat».

« C'est un assassinat inacceptable », a qualifié Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, et Coordinatrice humanitaire du Système des Nations Unies en République centrafricaine, qui présidait la cérémonie. Elle a indiqué que les enquêtes sont en cours pour en retrouver et traduire en justice les auteurs.

Le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, au lendemain de l'assassinat, avait en effet indiqué que «cet assassinat révoltant ne restera pas impuni» et précisé par la même occasion que «s'attaquer au personnel des Nations Unies en fonction est un acte inacceptable».

De son côté, le groupe d'États membres et institutions partenaires de la République centrafricaine réunis au sein du G5, dans un communiqué diffusé le 10 mars 2020, «condamnent fermement les violences graves [...] ayant occasionné des victimes parmi lesquelles un employé de la MINUSCA» et présenté leurs condoléances à la famille du disparu.

Thibaut Le Sauveur Gbakate Dengou laisse derrière lui une veuve et neuf enfants.

GHISLAINE ATTA